

MISE À JOUR AVRIL 2021



PRINCIPAUX INDICATEURS (2020)

Population : 2 640 438 (Bureau National des Statistiques - BNS)
PIB : 11,5 Mds de \$ (FMI)
PIB par habitant : 4 640 \$ (FMI)
Taux de croissance : -7,5% (FMI)
Taux d'inflation : 3,8% (FMI)
Exportations vers la France : 29,8 millions de \$ (BNS)
Importations françaises : 119,14 millions de \$ (BNS)
Position de la France : 9^{ème} fournisseur – 15^{ème} client (BNS) - 4^{ème} investisseur étranger (Banque Nationale de Moldavie)
Doing Business 2020 : 48^{ème} position/190 pays

PRÉSENTATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE

Entre Roumanie et Ukraine, la République de Moldavie dispose d'une situation géographique privilégiée aux portes de l'Union Européenne. La ressource humaine est qualifiée et son coût attractif. Bilingues roumain-russe, les moldaves sont aussi nombreux à parler français et anglais. Le pays est le plus francophone d'Europe centrale et orientale.

Affichant sa volonté d'ouverture commerciale et de rapprochement européen, le pays a signé, en 2014, un accord d'association créant une zone de libre-échange complet et approfondi avec l'UE. Cet accord s'accompagne du versement d'aides au pays pour la mise en œuvre de réformes. Renforçant l'association politique et l'intégration économique, l'accord a ouvert des perspectives pour le pays et les investisseurs étrangers. Il a permis un fort développement des échanges commerciaux avec l'UE, aujourd'hui premier client et fournisseur du pays.

L'économie moldave s'appuie surtout sur de petites et moyennes entreprises de transformation et de services (commerce et distribution, textile, agro-alimentaire, IT etc.) et sur l'agriculture.

Le pays a de nombreux atouts pour les entreprises souhaitant s'y installer, parmi lesquels une fiscalité avantageuse. La France est aujourd'hui le 4^{ème} investisseur étranger du pays.

Avec l'élection de Maia SANDU à la Présidence de la République de Moldavie, les relations bilatérales avec la France connaissent un regain de dynamisme. En l'accueillant en France en février 2021, le Président de la République, Emmanuel MACRON, a annoncé un approfondissement de la coopération des deux pays, dans le domaine économique et du développement notamment, avec en particulier l'annonce d'une implication possible de l'AFD en République de Moldavie.



LES TENDANCES DE L'ÉCONOMIE

La crise sanitaire a frappé durement une économie moldave qui amorçait une décélération après 4 années de croissance. Le PIB moldave a ainsi reculé de 7,5% en 2020, affecté par la réduction de la consommation des ménages, la réduction de l'activité commerciales et industrielle et, enfin, par la grave sécheresse qui a impacté l'agriculture.

L'emploi est tombé à son plus bas niveau depuis cinq ans.

Si, au second semestre, l'économie a progressivement commencé à se redresser, la plupart des indicateurs à court terme restent négatifs même si le FMI envisage une relance de la croissance en 2021 estimée à 4,5%.

Avec la baisse des prix du pétrole et de la demande intérieure, l'inflation a nettement ralenti en 2020 pour s'établir à 3,8%.

Si les exportations ont enregistré un recul de 7,4%, de même que les transferts de fonds de l'étranger (-4,6%), la baisse plus importante des importations (-16,4%), a toutefois permis une amélioration du déficit des comptes courants, celui-ci s'établissant à 4,4% du PIB, soit 2,5 fois moins qu'en 2019.

Principalement financé par les instruments de la dette publique extérieure, la dette a atteint les 65% du PIB en septembre 2020, soit 3 points de plus qu'en 2019. Toutefois, dans le même temps, les réserves de change du pays ont atteint un niveau record depuis plus de 15 ans, à 3,5 milliards de \$.

Sur le plan budgétaire, et alors que l'économie s'enfonçait dans la récession, la situation s'est détériorée. Fin octobre, les recettes, principalement alimentées par la TVA sur les importations et l'impôt sur les sociétés, reculaient de 1,7%. Parallèlement, les dépenses publiques augmentaient avec l'introduction, par les autorités, de mesures d'atténuation des conséquences de la crise sanitaire mais aussi avec l'augmentation de certaines dépenses sociales annoncées dans la période pré-électorale. Ces dépenses nouvelles ont été engagées au détriment de l'investissement public qui s'est contracté de plus de 4%. Cette situation a entraîné une détérioration du déficit budgétaire qui atteint désormais 4,5% du PIB.

À court et moyen terme, les perspectives de la Moldavie sont incertaines et devraient avoir des conséquences sur les ménages, comme sur les entreprises. La plupart des activités d'investissement ont d'ailleurs été reportées ou annulées. La baisse de la demande mondiale, combinée à la récente sécheresse, devrait continuer à ralentir les exportations et affecter la plupart des secteurs de l'économie. Les importations, pénalisées par une consommation anémique, devraient également encore diminuer.

Néanmoins, les experts s'attendent, avec la conjugaison de la mise en œuvre de la politique vaccinale, la reprise des transferts de l'étranger, l'augmentation des transferts sociaux et des orientations monétaires accommodantes, à un retour de la confiance des consommateurs et des entreprises. La croissance moldave pourrait ainsi fortement rebondir en 2021, de l'ordre de 3,8 à 4,5 %, chiffres toutefois en-deçà du potentiel de l'économie moldave. L'économie moldave devrait revenir à son niveau de 2019 en 2022. Le secteur agricole devrait rebondir fortement après ses mauvais résultats de 2020 et tous les secteurs de l'économie seraient concernés par cette reprise. Le déficit du compte courant devrait continuer à se réduire en 2020, avant de se creuser à nouveau avec le redémarrage économique. De la même manière, l'inflation restera inférieure à l'objectif de 5% en 2021, mais pourrait s'accélérer avec la reprise.

Les déficits budgétaires devraient continuer à se creuser, de même que la dette extérieure. Celle-ci restera cependant faible par rapport aux normes internationales.

Les perspectives de la Moldavie restent ainsi soumises aux incertitudes et à une reprise fragile qui repose également sur la capacité des autorités à faire avancer les réformes structurelles à long terme tout en mettant en œuvre des mesures pour soutenir la reprise à moyen terme.

La récente élection à la Présidence de la République moldave de Maia SANDU et la l'organisation d'élections parlementaires anticipées pourraient permettre au pays de retrouver enfin une stabilité politique propice à la mise en œuvre des réformes attendues par les partenaires internationaux du pays et par les investisseurs.

LES ECHANGES COMMERCIAUX FRANCO-MOLDAVES

Les relations commerciales entre la France et la Moldavie sont stables et durables, mais restent encore trop modestes malgré les opportunités existantes, notamment depuis la mise en œuvre de l'accord d'association UE-Moldavie et son volet de libre-échange. La taille du marché local freine encore l'intérêt de nos entreprises exportatrices alors même que la demande intérieure moldave pourrait fortement rebondir, que notre commerce extérieur cherche par ailleurs à se relancer sur de nouveaux marchés, et enfin que les produits français disposent d'une image très positive en Moldavie.

Depuis 2016, les relations commerciales avec l'Union européenne ont connu une forte croissance. L'UE est devenue le premier client et le premier fournisseur du pays, la France se positionnant quant à elle, en 2020, au rang de 9^{ème} fournisseur et de 15^{ème} client avec une balance commerciale très largement positive.

Si les importations françaises sont principalement composées de produits agricoles et de produits textiles, nos exportations font une large place aux biens d'équipement, notamment électrique et automobiles. Viennent ensuite les produits textiles et les équipements agricoles, notamment dans le secteur de la viticulture. Dans un pays où la consommation reste le principal moteur de la croissance, nos marges de progression sont importantes et nos entreprises gagneraient à plus s'intéresser au marché moldave, en s'appuyant notamment sur notre forte présence en Roumanie ou en Ukraine voisines.

La République de Moldavie ayant signé des Accords de libre-échange avec 43 pays représentant un marché de plus de 880 millions d'habitants - ceux de l'UE, de la CEI (Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Kazakhstan, Kirghizistan, Russie, Tadjikistan, Ouzbékistan), la Turquie, la Macédoine, l'Albanie, la Serbie, le Monténégro, la Bosnie- Herzégovine, le Kosovo, la Géorgie et l'Ukraine -. ainsi que plusieurs accords commerciaux préférentiels avec des pays développés - États-Unis, Japon ou encore Canada – elle affiche une forte volonté d'ouverture commerciale et constitue une plate-forme d'échanges au travers de laquelle nos entreprises pourraient s'appuyer pour approcher de nouveaux marchés.

UNE PRESENCE FRANÇAISE FORTE ET ORGANISEE

La CCI FRANCE MOLDAVIE, l'Ambassade de France et ses différents services (Services économique à Kiev, Service financier régional à Moscou, attaché douanier à Belgrade et Business France) travaillent activement au développement des échanges commerciaux et des investissements français dans le pays.

La France est l'un des tout premiers pays à avoir investi en Moldavie à la fin des années 90, en raison d'abord de la place, qui reste importante, de la francophonie dans le pays.

Les investissements français bénéficient d'un accord de protection réciproque des investissements signé le 8 septembre 1997 et entré en vigueur le 3 novembre 1999.

Regroupés pour la plupart au sein de la CCI FRANCE MOLDAVIE, les investissements français en Moldavie sont significatifs. Ils contribuent à structurer l'économie locale et demeurent un facteur d'attractivité pour le pays. Ils sont structurants, à forte visibilité et créateurs d'emplois.

Nos entreprises, filiales de grands groupes ou PME sont présentes dans des secteurs diversifiés : télécommunications, nouvelles technologies – grâce à une fiscalité avantageuse et à la qualité des infrastructures réseau -, BPO, agro-alimentaire et agriculture, commercialisations d'équipements ou de biens pour le secteur agro-alimentaire ou agricole, industries de la construction ou équipementiers automobiles et électriques, génie civil et infrastructures, énergies renouvelables, services, hôtellerie, commercialisation de produits pharmaceutiques etc.

La France est aujourd'hui le 4^{ème} investisseur étranger du pays, derrière Chypre, les Pays-Bas et la Roumanie, cette place ne traduisant sans doute pas complètement la réalité du poids des investissements français dans le pays, l'importance des investissements dits « offshore » influant de manière substantielle sur le classement des IDE.

L'engagement de négociations pour la signature d'une nouvelle convention fiscale entre la France et la Moldavie devrait permettre, outre d'éviter les risques de double-imposition, de clarifier en partie l'origine d'investissements français non fléchés comme tels aujourd'hui. Cette signature devrait aussi favoriser l'arrivée de nouveaux investisseurs français dans le pays.

Enfin, la relance de la coopération bilatérale entre la France et la Moldavie, annoncée lors de la récente visite en France de la nouvelle Présidente moldave, pourrait se traduire, avec la stabilisation de la situation politique et une volonté affirmée par les autorités de conduire des réformes, par un mandat confié au groupe Agence Française de Développement (AFD, Proparco et Expertise France) de soutenir des projets de développement dans le pays. Il s'agirait d'un signal positif pour intéresser de nouveaux investisseurs français à la Moldavie.

LES SECTEURS PORTEURS

Les opportunités d'investissements et de développement de nouveaux échanges commerciaux concernent quasiment tous les secteurs économiques. Elles sont facilitées par un dispositif d'accompagnement économique local structuré autour de la CCI FRANCE MOLDAVIE et de l'Ambassade de France.

Les bailleurs de fonds internationaux soutiennent et financent également de nombreux programmes dans le domaine de la construction, de l'entretien ou de la réhabilitation des grandes infrastructures, de l'énergie et du développement durable, et de l'amélioration de l'offre des services de base à la population. Ces financements offrent de nombreuses opportunités aux entreprises françaises.

INFRASTRUCTURES, DEVELOPPEMENT DURABLE ET GESTION DES SERVICES DE BASE A LA POPULATION

La Moldavie est un pays émergent, indépendant depuis 1991, qui tente de combler progressivement, avec l'appui de la communauté internationale, d'importants besoins en termes d'équipements et d'infrastructures de base (routes et voies de communication, eau et assainissement, irrigation, gestion des déchets, aménagements, équipements et transports urbains, gestion et efficacité énergétique, énergies renouvelables, développement durable, infrastructures de santé, éducation etc.). Les opportunités sont nombreuses dans ces domaines où l'expertise française est reconnue.

Qu'il s'agisse de réponse à des appels d'offres internationaux ou locaux, d'investissements à conduire dans le cadre de Partenariats Publics – Privés, de gestion déléguée de services à la population, des perspectives se présentent régulièrement ou peuvent être soutenues et défendues par la CCI FRANCE MOLDAVIE.

Les besoins sont importants. Les financements existent. Les projets peinent souvent à émerger faute d'expertise locale suffisante.

COMMERCE DE DETAIL, GRANDE DISTRIBUTION ET DISTRIBUTION SPECIALISÉE

La croissance de l'économie moldave a été largement soutenue les dernières années par la consommation, elle-même portée par d'importants transferts de l'étranger.

Avec l'élévation progressive du niveau de vie, la population moldave aspire aujourd'hui à pouvoir accéder à une nouvelle offre de biens de consommation et d'équipement de qualité et aux standards européens ou occidentaux.

Il existe ainsi un potentiel de développement de la commercialisation de produits français, tant au travers des réseaux de distribution locaux qu'en développant des nouvelles enseignes de distribution (grande distribution ou retail), en investissements directs, dans le cadre de joint-ventures ou de franchises.

Tous les secteurs sont concernés : articles de sport et de loisirs, textile, produits alimentaires, bricolage, équipements de la maison et décoration, pharmacie et parapharmacie etc.

AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

Reconnue pour la richesse de ses sols, la Moldavie est un pays où agriculture, viticulture et industrie agroalimentaire ont toujours un poids conséquent dans le PIB.

Malgré d'importants investissements, le secteur doit continuer à se moderniser. La petite taille des exploitations, comme la difficulté pour des investisseurs étrangers d'acquérir des terres sont des freins à l'exploitation du potentiel du secteur.

Il existe cependant des opportunités nombreuses de commercialisation d'équipements et de machines agricoles, de semences, de solutions biologiques et technologiques pour accroître les rendements et la qualité, d'équipements pour l'industrie agro-alimentaire.

Le secteur de l'élevage reste à développer.

Productions viti-vinicoles, fruits et légumes moldaves, céréales, betteraves, tournesol, noix, miel, tabac, huiles essentielles etc. sont largement exportés.

ACTIVITÉS DE SERVICES ET SECTEUR IT

De nombreuses activités de BPO – centres d'appels, services informatiques et support technique à distance, opérations financières et comptables, architecture, conception et ingénierie, processus de back-office - sont installés dans le pays, s'appuyant sur les qualifications des moldaves, leurs compétences linguistiques notamment, et sur des coûts modérés d'exploitation et de ressource humaine.

Dans le domaine IT, en s'appuyant sur des infrastructures réseaux et Internet de qualité, les autorités moldaves conduisent une politique extrêmement active pour attirer des entreprises étrangères du secteur, en particulier en multipliant les avantages fiscaux (IT Park). Néanmoins, le manque de ressource humaine qualifiée du secteur et la forte concurrence entre les acteurs déjà présents peut poser certaines difficultés à ceux qui s'intéressent au pays, dès lors qu'il s'agit d'envisager une implantation importante. Il est néanmoins possible d'approcher le pays au travers des acteurs présents, dont plusieurs nombreuses entreprises françaises.

Le pays offre également des opportunités dans le domaine de l'hôtellerie, du tourisme vert ou du tourisme médical, de l'éducation et des services à la personne. Le secteur des assurances pourra aussi offrir des opportunités, notamment dans le domaine des assurances aux entreprises.

SOUS-TRAITANCE INDUSTRIELLE

Avec une ressource humaine qualifiée et à un coût très modéré, disposant d'une situation géographique très favorable aux portes de l'Union Européenne, avec une fiscalité attractive et offrant des possibilités d'implantations en zones libres ou franches, la République de Moldavie a attiré, ces dernières années, de nombreuses industries de sous-traitance, particulièrement dans le secteur des composants électriques pour l'industrie automobile.

Elle présente aujourd'hui un intérêt certain pour des investisseurs souhaitant relocaliser leurs productions d'Asie pour se rapprocher du marché européen, raccourcir leurs circuits de production et sécuriser leur approvisionnement.

La Moldavie est également une terre d'industrie textile. Le pays offre ainsi des opportunités dans le domaine de la sous-traitance textile, pour le réassort notamment ou le textile haut de gamme. De nombreuses marques renommées font aujourd'hui fabriquer leurs collections en Moldavie par des entreprises locales.

CONSEILS AUX ENTREPRISES SOUHAITANT APPROCHER LA REPUBLIQUE DE MOLDAVIE

Conseil 1

Ne pas arriver en Moldavie avec des préjugés. Le pays surprend souvent positivement les visiteurs d'affaires.

Conseil 2

Éviter les approches directes. Le plus sûr moyen d'aborder le pays est de prendre contact avec la CCI FRANCE MOLDAVIE qui vous renseignera ou vous orientera vers des interlocuteurs compétents et de confiance.

Conseil 3

Malgré les réformes engagées, la Moldavie est encore un pays sujet à des excès de bureaucratie, parfois générateurs de corruption. Il est important d'éviter de céder à la facilité car une sollicitation en entraîne souvent une autre. Il convient alors de signaler à la CCI FRANCE MOLDAVIE ou à l'Ambassade de France ces actes ou tentatives afin que des démarches soient entreprises auprès des autorités pour y mettre un terme. La CCI FRANCE MOLDAVIE facilitera vos démarches commerciales ou d'implantation avec une offre de services et de conseils adaptée à vos besoins.

Conseil 4

Si la Moldavie est entrée dans l'économie de marché, elle reste encore un pays émergent où des « lobbies » subsistent. La concurrence entre acteurs du marché peut parfois être faussée. La CCI FRANCE MOLDAVIE remonte les préoccupations des investisseurs étrangers auprès de l'Ambassade, des autorités ou des institutions internationales pour vous permettre d'aborder le pays en confiance.

Conseil 5

La région de Transnistrie a une tradition et un potentiel industriel importants. Elle connaît toutefois une situation particulière qui doit inciter à une approche prudente. La CCI FRANCE MOLDAVIE dispose de contacts et d'interlocuteurs privilégiés sur place.

LA CCI FRANCE-MOLDAVIE

Créée en 2008, elle est devenue une Chambre de Commerce et d'Industrie Française à l'International (CCIFI) en 2010, membre de CCI France International.

Ses objectifs sont de fédérer, animer, informer, promouvoir et assister la communauté d'affaires française - et plus largement francophone -, présente dans le pays. Elle accompagne également le développement des investissements et des échanges économiques et commerciaux entre la France et la Moldavie. Elle favorise l'arrivée et l'accueil de nouvelles entreprises françaises sur le marché moldave en leur offrant des services d'information, de prospection et d'accompagnement, mais aussi des contacts avec les entreprises, institutions et partenaires de son réseau.

La CCI FRANCE MOLDAVIE est le relais institutionnel de la présence économique française dans le pays, la promeut et défend ses intérêts en relation avec l'Ambassade de France, ses services et les autres acteurs institutionnels internationaux présents dans le pays. Elle dispose de tous les contacts utiles avec les autorités locales.

Contact :

CCI FRANCE MOLDAVIE :

18, rue Sfatul Tarii

MD-2012 Chisinau – République de Moldavie

Tél : +373 (0) 22 23 32 98

@: contact@ccifm.md - Site: www.ccifm.md